

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITÉ

44, rue Drouot (Paris 9^e) — Téléph. : CENTRAL 69-70

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e) — Téléph. CENTRAL 30-63

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

Les Propositions de Paix

Après la démarche de M. de Bethmann-Holweg

On ignore encore le détail des offres de l'ennemi

CE QUE DIT LA CARTE DE GUERRE

Faites la Paix, sinon, faites la Guerre!

L'événement était prévu : la situation le dictait, et l'indignation de la grande presse ne se concevait pas, si le grand public n'était habitué à ce ton d'échappés de cabanon.

Quoi qu'il en soit, il ne sera possible de parler utilement de tout ceci que lorsqu'on saura, d'une façon précise ce que sont les propositions allemandes, autrichiennes, bulgares et turques.

En même temps que M. de Bethmann-Holweg propose sa solution aux diplomates, le maréchal Hindenburg, d'une façon plus brutale, entend montrer qu'il ne redoute rien. A un rédacteur du journal américain, le *World*, il a demandé :

— A l'ouest, les Français et les Anglais ont-ils enfoncé nos lignes ? Répondez-moi sincèrement. Les quelques kilomètres qu'ils ont reconquis valent-ils le prix qu'ils les ont payés ?

— Mais les font des efforts héroïques, une préparation gigantesque pour le printemps, fit remarquer le journaliste.

— Nous aussi, répliqua promptement Hindenburg.

Et le maréchal, dont on aurait tort de railler la science certaine, indiqua au correspondant du *World* la raison pour laquelle, selon lui, l'Entente n'avait pas pu obtenir une décision militaire : c'est qu'elle n'avait pas d'unité de direction.

Il convient de noter ces déclarations d'Hindenburg, parce qu'elles constituent à la fois une invite et une menace. Un invite, en ce sens qu'on pourrait la traduire ainsi : « Il n'y a pas de décision militaire possible ; trahisons ».

Une menace, parce que le maréchal ajoute : « Si nous ne traitons pas maintenant, cela nous coûtera peut-être cher encore, mais cela vous coûtera cher à vous aussi ».

Et ceci nous amène à la seule conclusion que nous puissions tirer aujourd'hui : Tant qu'on ne sait rien des propositions allemandes, on ne peut pas les discuter ; mais ce qui est certain, ce qu'il faut que chaque Français se mette bien en tête, c'est que si on n'a fait pas la paix, il faut faire la guerre, c'est-à-dire qu'il faut en finir avec les orages passés. La guerre, ce n'est pas un jeu, c'est un acte de volonté, soit dans le domaine politique, soit dans le domaine militaire. C'est l'unité d'action, l'unité de direction pour toute la coalition, pour toute l'Entente. Ce sont tous les peuples groupés en vue de la victoire, groupés sous la même main inflexible, et subissant la même impulsion.

— Que l'unité de direction soit une chose essentielle au point de vue militaire, a dit Hindenburg, c'est tout ce qu'il y a de plus évident.

Et le maréchal ajoutait : « C'est une chose de commander, mais c'est une toute autre chose de plaider et de demander ».

Pour mon compte, il m'est indifférent de prendre chez l'ennemi les conseils ou l'exemple qui me semblent salutaires. Hindenburg a mis le doigt sur la plaie dont il souffre l'Entente. S'il nous est donné de choisir entre la guerre et la paix, il faut choisir entre la guerre et la faire, soit faire la guerre et la faire mûre.

Général N.

L'impression en Europe

EN ANGLETERRE

Londres, 13 décembre — Du *Daily Telegraph* :
Tant que nous ne connaîtrons pas les conditions de la proposition des Empires du Centre, nous sommes privés de la possibilité de discuter l'offre de la branche d'olivier allemande.

Personne ne peut accepter ou refuser une formule vague, des mots qui, vraisemblablement, ne signifient pas grand-chose et nous sommes disposés à croire que l'objet essentiel de l'offre du chancelier n'est pas tant de persuader les puissances de l'entente d'impressionner les États neutres. Mais nous serions très surpris que l'opinion des neutres coïncidât avec les espérances de Bethmann.

Le devoir des puissances de l'Entente est d'attendre que les propositions allemandes se précisent pour les examiner en une intime coopération et prendre en collaboration intime des décisions dans un esprit dévoué à la cause commune. — (Information.)

Londres, 13 décembre — Du *Times* sur les propositions de paix allemandes :
Quelles qu'elles ne soient indiquées ni dans les no-

tes adressées aux Alliés et au Pape, ni dans le discours du chancelier, le ton tout entier de ce discours et la teneur des notes indiquent assez clairement que l'heure et les circonstances qui y ont présidé que ces propositions n'ont aucun rapport avec les buts et les objets pour lesquels nous combattons.

L'Allemagne, par la voix de son chancelier et de son maître, proteste d'un ardent désir de règlement. Elle et ses alliés font leurs offres avec ce calme d'esprit qui est le résultat d'une force extérieure et intérieure considérable et d'une conscience claire. Elle veut savoir que leurs ennemis, malgré la coupable faiblesse qui leur a été si souvent imputée, répondront à leurs avances avec une pareille sérénité.

Et si les ennemis de l'Allemagne sont assez méchants, assez fous, pour rejeter ses conditions, elles les tiendra pour responsables de tous les horreurs qui suivront d'ici et là, et ce sera pour eux un jour de malheur. Les Alliés resteront absolument insensibles à toute cette parade de puissance et de « rectitude conduisant ».

Par sa manière, l'Allemagne espère aussi, très probablement, reconforter sa population déprimée et obtenir un ralentissement dans les opérations militaires, ce qui lui fournirait des occasions favorables pour poursuivre plus activement ses intrigues de paix aussi bien parmi les belligérents que chez les neutres : elle espère, en tout cas, faire retomber sur ses adversaires, la responsabilité de la continuation de la guerre.

C'est-à-dire qu'il leur faut de la conduite d'ailleurs, et que, si elle n'est pas présente, aussi longtemps que les lasses de cette médiation seraient le résultat de la force sur le droit. Ils doivent certainement refuser de parler même d'un « sursis » jusqu'à ce que les territoires envahis par l'ennemi soient libérés et que des compensations aient été accordées aux victimes de l'invasion.

Il ne s'agit pas de plus, faire connaître leurs conditions de l'Entente, la politique exposée d'une façon définitive dans le discours que M. Asquith prononcera au Guildhall : ils doivent, à ce moment, faire retomber sur leurs adversaires, la responsabilité de la continuation de la guerre. Il ne peut pas y avoir de compromis ni de pourparlers aboutissant à une guerre nulle ni à des principes même du droit public sont en jeu. — (Information.)

EN ITALIE

Rome, 13 décembre. — La manifestation de l'Allemagne et de ses complices pour la paix n'a pas surpris les milieux italiens où on l'attendait depuis quelque temps, depuis le jour où Bucarest semblait devoir tomber entre les mains des soldats germano-bulgares.

Elle est considérée comme une manœuvre politique destinée à impressionner les neutres, sans qu'elle ait chance de rien changer aux sentiments qui animent les gouvernements et les peuples alliés.

L'Italie continuera à suivre, en accord avec les puissances de l'Entente, la politique exposée récemment par M. Bissolati à la Chambre et qui a reçu l'approbation des partis et du pays, et qui seule peut lui permettre la réalisation de ses aspirations nationales. — (Information.)

CHEZ LES NEUTRES

Lausanne, 13 décembre. — La *Nouvelle Presse Libre* invite les neutres à s'occuper de l'offre de paix et à poser sur l'Europe, afin de faire cesser cette boucherie sans fin. La lutte qui déchire la conscience des neutres n'aura jamais été si grave que maintenant.

Lausanne, 13 décembre. — Le journal germanophile *Zürcher Post* écrit :
L'offre des États centraux a pour but de contraindre l'Entente à prendre une décision nette. Si la proposition n'a pas d'écho, la guerre sera conduite sans égards ; toutes les crânes des deux dernières années seront renouvelées. Les neutres doivent intervenir en faveur de la paix. — (Information.)

AU VATICAN

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* publie le texte de la note adressée par le ministre Mühlberg au cardinal Gaspari.
Cette note envisage le sombre avenir réservé à l'Europe par la continuation de la guerre et implore le pape de donner à l'œuvre de paix l'appui du Saint-Siège apostolique.

EN AUTRICHE-HONGRIE

Zurich, 13 décembre. — On mande de Vienne à la *Zürcher Post* que dans les milieux politiques autrichiens on a une très grande confiance dans le heureux résultat de la tentative de paix qui vient de faire M. de Bethmann-Holweg. — (Information.)

A travers la France

QUAND LE PETROLE EST SI CHER !...

Perpignan, 13 décembre. — Mme Maria Abachin, âgée de 28 ans, réfugiée, résida à Cérêt (Pyrenées-Orientales), a mis fin à ses jours en arrosant ses vêtements de pétrole en y mettant le feu. Le corps de la malheureuse a été horriblement brûlé ; les chairs s'en allaient en lambeaux.

Mme Abachin, dont le mari est au front, laisse cinq enfants en bas âge. — (Havas.)

LA NEIGE MEURTREUSE

Isère, 13 décembre. — Mme Verve Lagarde, âgée de 82 ans, qui était allée faire paître son troupeau au village de Balzac, commune de Saint-Géron, n'a pas reparu à son domicile. On suppose qu'elle est tombée dans un ravin où la neige l'aurait enseveli. — (Havas.)

Clermont-Ferrand, 13 décembre. — Le

cadavre d'un fantassin du 16^e d'infanterie a été découvert près de Royat, enseveli dans la neige. Le malheureux, dont on ignore l'identité, a dû être surpris par le tourmente qui règne dans la montagne. — (Havas.)

LES RAPATRIÉS DU NORD

Lyon, 13 décembre. — Un millier de rapatriés des Ardennes, de la Meuse et du Nord sont arrivés en gare de Lyon-Broteaux, d'où ils ont été dirigés sur Poitiers, la Rochelle et Niort. — (Radio.)

UN EXEMPLE SALUTAIRE

Moulins, 15 décembre. — M. Maestracci, préfet de l'Ailier, président du comité départemental de répartition des sucres, a décidé de supprimer jusqu'à nouvel avis toute attribution de sucre à un négociant en gros de Moulins qui subordonnait l'achat d'une autre marchandise, comme le café, à toute livraison de sucre. — (Radio.)

UN BANQUIER SE SUICIDE AVEC SA FEMME

Cognac, 13 décembre. — M. Pierre Claude, 25 ans, co-directeur d'une banque de Cognac et sa femme, 40 ans, se sont suicidés en se tirant des coups de revolver dans les tempes.

Le passif atteindrait cinq cent mille francs. — (Radio.)

LA GUERRE Communiqués

864^e JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

13 décembre, 15 heures.

Nuit relativement calme sur tout le front.

Communiqué d'Orient

Dans la région au nord de Monastir, violente lutte d'artillerie et combats assez vifs pendant la journée du 12.

Une contre-attaque bulgare contre les Italiens a été arrêtée par les tirs d'artillerie et les tirs de mitrailleuses de nos alliés.

Un avion ennemi forcé d'atterrir a été pris par un détachement italien. Les deux officiers qui montaient l'appareil ont été faits prisonniers.

COMMUNIQUE SERBE

Salonique, 13 décembre. — Hier 11 décembre, violents combats d'artillerie et actions locales d'infanterie, sans changements importants.

La Guerre Sous-Marine

LE PAQUEBOT « ALGERIE » TORPILLE

Marseille, 13 décembre. — Le grand paquebot *Algeria*, de la Société générale des Transports maritimes, a été coulé par un sous-marin ennemi.

L'équipage et les passagers sont sauvés ; cependant 19 personnes ont disparu, dont 4 passagers. — (Radio.)

Des troubles à Hambourg ?

Londres, 13 décembre. — Le *Daily Express* dit apprendre de bonne source que des troubles graves ont éclaté jeudi, vendredi et samedi derniers à Hambourg. Plus de 20.000 personnes y auraient pris part et il y aurait eu un millier de tués ou blessés. La police se trouvant impuissante à rétablir l'ordre, des troupes durent être envoyées de Berlin. — (Havas.)

En Grèce

LES PERSECTIONS CONTINUENT

Londres, 13 décembre. — Le correspondant du *Times* à Athènes dit que, en dehors de l'établissement du blocus, la situation n'a pas changé depuis le 2 décembre. Les persécutions continuent contre les vénélistes. — (Information.)

VENIZELISTES MASSACRES

Turin, 13 décembre. — Le *Stampa* affirme que le nombre des venizelistes massacrés s'élevait à un millier.

Deux Décrets

Le Président de la République Française, Sur le rapport du Ministre de la Guerre, Décrète :

Article premier. — Les commandants en chef des armées du Nord et du Nord-Est et de l'armée d'Orient exerceront, chacun en ce qui le concerne, la direction des opérations dans les conditions prévues aux décrets du 23 octobre 1913, portant règlement sur la conduite des grandes unités et du 2 décembre 1913, portant règlement sur le service en campagne.

Art. 2. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret. Fait à Paris le 13 décembre 1916.

Signé : POINCARE.
Par le Président de la République, Le ministre de la guerre par intérim, Signé : LAZARE.

Le Président de la République Française, Sur le rapport du Ministre de la Guerre, Décrète :

Article premier. — Le général Joffre, commandant en chef des armées françaises, rempli auprès du gouvernement le rôle de conseiller technique a une qui concerne la direction de la guerre.

Art. 2. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret. Fait à Paris le 13 décembre 1916.

Signé : POINCARE.
Par le Président de la République, Le ministre de la guerre par intérim, Signé : LAZARE.

Le Ministère "resserré" DEVANT LA CHAMBRE

UN IMPORTANT DÉBAT

Le Nouveau Cabinet et les Nouvelles Visites

Le Cabinet « resserré » comparaitra devant la Chambre cet après-midi.

Car c'est bien une comparaison. Le débat sera serré, et malgré que le président du Conseil ait déclaré que, contrairement à la coutume, il n'y aurait pas de déclaration ministérielle rédigée au Conseil, mais simplement une présentation verbale de son Cabinet, on ne se privera pas de l'interpeller sur sa politique générale.

Hier, nous donnions exactement la composition du Cabinet. La censure ne nous l'a pas moins échappée, et nos lecteurs auront dû attendre les journaux du matin pour savoir exactement par qui la France serait gouvernée.

Il n'en est pas moins remarquable que le refus de M. Painlevé de collaborer avec M. Briand en dehors des conditions fixées par lui est visiblement une cause de faiblesse pour le Cabinet modifié. En effet, on admet que si l'ancien ministre de l'Instruction publique posait des conditions, c'est qu'il y avait pour cela de bonnes raisons, et le fait que ces conditions n'ont pas été acceptées n'apparaît pas comme un symptôme rassurant.

Pourtant, le «*resserré*» serait tout prêt à faire, sinon confiance, du moins crédit au nouveau ministère. Les socialistes sont unanimes à pousser un soupir de soulagement en apprenant que M. Jules Guesde et M. Sombat ne sont plus ministres. C'est une fière épave qu'on leur tire du pied.

L'entrée dans le ministère de compétences certaines comme M. Herriot, M. Loucheur, M. Clavielle, le maintien à leur poste d'hommes qui ont fait leurs preuves comme M. Malvy, M. Albert Thomas, M. Clemenceau, M. Doumergue et même M. Ribot, ne pouvait qu'être bien accueilli partout.

Il n'est pas un patriote et pas un républicain qui ne se félicite, bien au contraire.

Quant à la prise de possession du ministère de la Guerre par le général Lyautoy, Seulement, il y a autre chose... Notre confrère, le *Radical* imprime ce matin en titre :

« Le système continue, et la crise aussi. C'est toute l'exécution du phénomène. Avec des hommes dans lesquels le pays a confiance, on n'arrive pas à former un ministère qui ait la confiance du pays. C'est qu'il reste la tête... »

Citons encore le *Radical*, car on ne nous permettrait pas à nous, des propos aussi

édificatoires, et déclarons avec lui qu'on «*louve* » une fois de plus, et que le président du Conseil subit une «*crise de volonté* ». Il ne sait pas choisir une politique, et ne voulant pas préparer la paix, il ne sait pourtant pas faire la guerre.

La conclusion ? M. Fanchon l'a donnée hier dans un ordre du jour qu'il a fait adopter par les groupes de la gauche démocratique et radicale socialiste du Sénat. Nous le publions, puisqu'il a eu la bonne fortune d'être autorisé ce matin par la censure.

« Le groupe, considérant que les méthodes gouvernementales suivies depuis la guerre n'ont pas donné des résultats correspondants aux sacrifices et aux efforts de la nation, estimant d'autre part qu'un changement profond et réel dans les méthodes ne peut résulter que d'un changement dans la direction, passe à l'ordre du jour. »

« Un changement dans la direction ». C'est précisément sur cette formule que nous avons groupé et fait l'opposition qui s'est si souvent manifestée à la Chambre, opposition qui risque de reprendre bientôt son appellation d'antan : majorité républicaine.

Au Palais-Bourbon

Le nouveau cabinet ministériel n'est pas accueillie très favorablement par la Chambre. Les groupes qui ont délibéré ce matin, le groupe du parti radical et celui du parti socialiste ont décidé de laisser toute liberté de vote à leurs membres.

Le Gouvernement fera sans doute une courte déclaration après laquelle M. Lefèvre interpellera pour demander au Gouvernement des précisions sur la situation.

En outre, M. Tardieu questionnera M. Aristide Briand sur son orientation de la guerre.

D'autre part, les groupes de l'Action nationale du Sénat se sont réunis avec les membres hostiles à la politique gouvernementale ; M. Clemenceau a fait, dans un discours éloquent, l'exposé de la situation, et il a nettement démontré que si la France continuait la guerre, elle ne pouvait avoir à sa tête qu'un gouvernement de guerre.

Selon toute vraisemblance, l'opposition au Gouvernement se trouvera être à peu près la même que celle qui se comptait sur l'ordre du jour du 2 décembre.

Les Nouvelles Visites et le Nouveau Ministère

M. Henry Paté est nommé rapporteur du projet par la première sous-Commission.

Parmi les questions importantes que le nouveau ministère aura à solliciter, celle qui apparaît comme la plus délicate est certainement la question des nouvelles visites qui a passé le projet malencontreux du général Reuss. La question des nouvelles visites est, en effet, complexe parce qu'elle est à la fois d'ordre militaire et d'ordre économique. A ce titre, elle intéresse non seulement les membres du «*Comité de Guerre* », mais encore les ministères qui ont assumé la tâche d'assurer le vie économique des pays. Ce que le général Lyautoy pense du projet de récupération des réformés, c'est encore son secret et nous ne le saurons qu'après son arrivée au Maroc, quand il aura à exprimer son opinion devant la Commission de l'Armée.

Ce que nous savons pourtant c'est que parmi les ministères dont M. Aristide Briand a conservé la collaboration, il y en a qui ne sont point partisans du projet du général Reuss. M. Painlevé qui était l'adversaire des mesures projetées ne fait plus partie du cabinet, mais ceux de ses anciens collègues qui sont demeurés à leur poste et qui participent sur ce point son sentiment, n'en ont point changé.

D'autre part, la première sous-commission de l'Armée a manifesté hier son opinion d'une façon élatante. Si ce n'est pas une surprise, ce n'en est pas moins un petit coup de théâtre. La sous-commission a nommé rapporteur du projet de loi sur les réformés et réformés M. Henry Paté. On sait avec quelle franchise — et aussi quel courage — M. Henry Paté, rapporteur général de la commission de l'Armée, a, dès le premier jour, dit ce qu'il pensait du projet du général Reuss. Dans la presse, à la Chambre, au sein de la commission, M. Henry Paté s'est posé en adversaire compétent des mesures projetées. On a encore présents à l'esprit les arguments par lesquels il défendait sa thèse dans ses articles du *Journal* et de *l'Événement*. M. Henry Paté avait bien voulu en donner pour le *Bonnet Rouge* une déclaration que nos lecteurs ont appréciée. J'ai revu M. Henry Paté après qu'il venait d'être élu par la sous-commission, rapporteur du projet. M. Henry Paté m'a dit simplement :

« Je n'ai pas changé d'opinion. Je demeurerai convaincu que la solution du problème des réformés est ailleurs que dans les mesures projetées par le projet du général Reuss. Elle est dans une meilleure utilisation des mobilisés. Elle est dans une plus étroite coopération des Alliés. »

On voit que les hommes qui ont la mission de surveiller la vie économique de la nation contre les «*erreurs* » des bureaux

militaires ne failliront pas à leur tâche et que le projet des réformés et exemptions sera étudié et discuté comme il convient. Il y a aussi une certaine proposition de loi qui a été déposée M. Pascal Coccardi et qui tend à utiliser dans les unités combattantes les officiers et hommes affectés à des services sédentaires. Je sais bien que les ministères changent, mais que les bureaux restent les bureaux. Cependant, le général Lyautoy est, à mon avis, susceptible de partager, peut-être, l'opinion qu'avait exprimée M. Reagon quand il disait : « Je ne voterai pas de nouvelles récupérations tant qu'il restera des hommes du service armé qui n'auront pas été au feu. »

Jacques LANDAU

DÉMENCE NATIONALISTE

La Serbie Diffamée

S'il est quelqu'un qui ne peut pas être soupçonné d'être un agent de l'Autriche, c'est assurément M. Nicolas Pachitch, le vénérable président du Conseil des ministres de la malheureuse Serbie.

Quelqu'un qui connaisse bien la Serbie et les Serbes, c'est également lui.

Or, à l'occasion d'un congrès que les Yougoslaves des deux Amériques viennent de tenir à Pittsburg, M. Nicolas Pachitch a adressé un télégramme de sympathie à l'organisateur de cette manifestation. Il y proclame son adhésion complète aux revendications des Yougoslaves.

Ce télégramme vient à son heure, car, en Italie, et même en France, des publicistes et des politiques, mal informés ou mal intentionnés, n'avaient pas hésité à insinuer que le mouvement yougoslave était une entreprise germanique ou subventionnée par l'Autriche.

Cette insinuation misérable a indigné les Serbes ; elle a été relevée dignement par M. Trumbic, président du Comité yougoslave, dans une lettre adressée à la Serbie. Le journal que publie à Genève, le docteur Lazare Marcovitch, professeur à l'Université de Belgrade.

L'accusation vient des nationalistes italiens, de leur journal, *l'Idée Nazionale*, et elle a été reprise par certains nationalistes français, ceux dont l'*Action Française* est l'organe.

« *l'Idée Nazionale*, disait le président

